

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage de Storengy, Teréga et Géométhane

Date de la contribution : 02/10/2019

La FCE CFDT considère que les infrastructures de stockage souterrain de gaz sont des actifs stratégiques indispensables à réussite de la transition énergétique.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif AT52 ?

La CFDT n'est pas opposée par principe sur cette différenciation dans la mesure où les taux retenus prennent bien en compte qu'une installation vieillissante coûte plus cher à entretenir.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

La CFDT estime que le simple fait que la CRE ait couvert les stockages de Soing/3 fontaines/Saint Clair par le tarif régulé, revient à admettre que ces derniers ont contribué à la sécurité d'approvisionnement dans le cadre de la régulation des stockages, et donc qu'une prise en charge du démantèlement par l'AT52, au prorata des 2 ans passés dans ce tarif devrait être envisagée.

Question 3 : Êtes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif AT52 ?

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Favorable

Commentaire :

La CFDT est favorable à ces grands principes

Question 4 : Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif AT52 ?

La CFDT est favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

Défavorable

Commentaire :

La CFDT n'est pas favorable à la régulation incitative des charges d'exploitation, cette régulation fait peser un risque trop important de modération salariale et sur l'emploi. La CFDT propose donc d'amender cette régulation incitative des charges d'exploitation, en couvrant ce poste (masse salariale) par le CRCP.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif AT52 ?

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Favorable

Commentaire :

La CFDT est favorable aux mécanismes proposés, dans un souci de cohérence avec le mécanisme en vigueur pour l'ATRT6.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

Favorable

Commentaire :

La CFDT est favorable à ce dispositif

Question 8 : Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CFDT est favorable à ce dispositif de bonus/malus mais souhaite conserver le principe d'une incitation « positive » et à ce titre propose que le bonus soit de 1,5%

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Question 9 : Êtes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Favorable

Commentaire :

La CFDT est favorable à ce dispositif

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

La CFDT est très attachée au principe du développement de la R&D et est favorable à la régulation incitative de l'innovation et de la R&D pour l'ATS2

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CFDT est favorable aux orientations envisagées par la CRE mais reste vigilante à ce que ces dernières n'entravent pas le bon traitement social des salariés des opérateurs concernés.

|